

taut l'entrée de M. de Châteaubriand dans la vie politique.

M. de Châteaubriand avait quarante-trois ans. C'est cet âge de la vie où l'imagination et la raison se contrebalancent, et où les passions généreuses, au lieu de se neutraliser par une force égale, doublent leur puissance, en se fondant l'une dans l'autre. C'est l'âge où le poète, las de remuer les idées ; las de juger les événements, veut enseigner les hommes.

M. de Châteaubriand a la mesure de sa force, la conscience de son génie. Il n'attend qu'une occasion pour réclamer la place qu'il s'est faite dans la société, non pas comme une faveur, accordée, mais comme un droit acquis. Cette occasion, le premier événement venu devait la lui donner. Chénier meurt ; il remplace Chénier à l'Académie. Tout remplaçant doit faire un discours ; ce discours ce sera l'occasion.

Seulement ce discours ne peut être prononcé qu'avec l'approbation de l'Académie ; on a compris que la vérité pourrait se faire jour sur la tombe de quelque immortel, et un décret a décidé que la vérité ne paraîtrait jamais qu'à la condition qu'elle soufflerait sur son miroir et qu'elle couvrirait son visage sévère du masque souriant de la louange.

Or, aux premières lignes de ce discours voilà ce que les académiciens entendirent :

« Les écrits de Chénier portent l'empreinte des jours désastreux qui les ont vus naître ; dictés par les partis, ils ont été applaudis par les factions. Cette fois, les intérêts de la société et les intérêts de la littérature sont mêlés ensemble. Et je ne puis assez oublier ces intérêts, si importants, pour m'occuper uniquement de vers et de prose. »

Il n'y avait pas moyen d'aller plus loin : s'occuper d'intérêts politiques sous Napoléon, et où cela ? A l'Académie !

Alors on essaie de lui faire comprendre que le poète doit rester poète ; mais il se révolte à cet étrange axiome où le doute est presque toujours émis par l'envie.

« Eh quoi ! s'écrie-t-il après une révolution qui nous a fait parcourir en quelques années les événements de plusieurs siècles on interdirait à l'écrivain toute considération morale ; on lui défendrait d'examiner le côté sérieux des objets ; il passera une vie frivole à s'occuper de chicanes grammaticales, de règles de goût, de petites sentences littéraires ; il vieillira enchaîné dans les langes du berceau ; il ne montrera point à la fin de ses jours un front sillonné par ces longs travaux, ces graves pensées et souvent par ces maîes douleurs qui ajoutent à la grandeur de l'homme ! Quels soins importants auront donc blanchi ses cheveux ?

les misérables peines de l'amour-propre ou les jeux puérils de l'esprit. »

Puis, à propos de la liberté, de cette grande divinité dont tout grand esprit est l'adorateur, l'auteur du *Génie du Christianisme* et des *Martyrs* ajoute :

« Nos chevaliers eux-mêmes, s'ils sortaient du tombeau, suivraient la lumière du siècle ; on verrait se former une illustre alliance entre l'honneur et la liberté, comme sous le règne des Valois les créneaux gothiques couronnaient avec une grâce infinie dans nos monuments les ordres empruntés de la Grèce. La liberté n'est-elle pas le premier des biens, le premier des besoins de l'homme ? Elle enflamme le génie, elle élève le cœur, elle est nécessaire à l'ami des muses comme l'air qu'il respire. Les arts peuvent, jusqu'à un certain point, vivre dans la dépendance, parce qu'ils se servent d'une langue à part, qui n'est point entendue de la foule ; mais les lettres, qui parlent une langue universelle, languissent et meurent dans les fers. Comment tracera-t-on des pages dignes de l'avenir, s'il faut s'interdire en écrivant toute pensée forte et grande ? La liberté est si naturellement l'amie de la science et des lettres, qu'elle se réfugie auprès d'elles lorsqu'elle est bannie du milieu des peuples, et c'est vous, messieurs, qu'elle charge d'écrire ses annales, de la venger de ses ennemis et de transmettre son culte à la postérité. »

Napoléon, qui avait dit : « Si Corneille vivait sous mon règne, je le ferais prince, » Napoléon biffa de sa propre main le discours de M. de Châteaubriand, et défendit qu'il fut prononcé.

Ce discours, biffé de la main de Napoléon est au nombre des papiers de l'auteur. Châteaubriand se tut et attendit ; le poète était-il prophète ? son œil perçant voyait-il dans l'avenir Moscou fumant, Waterloo grondant ? puis, au fond de cette mer qu'il avait sillonnée, Sainte-Hélène, sombre écueil, tombeau resplendissant !

Nul à cette époque ne jugeait Napoléon comme il devait être jugé, c'est-à-dire au point de vue de la Providence.

Deux mots sur l'homme providentiel : ils résumeront une opinion que nous croyons neuve, que nous espérons vraie.

Napoléon apparut à nos pères au moment où la France sortait, non pas d'une république, mais d'une révolution. Lorsqu'il la prit au 18 brumaire, elle était toute fiévreuse encore de la guerre civile, et dans l'un de ses accès elle s'était jetée si fort en avant des autres nations, qu'elle avait rompu par l'excès du progrès individuel. C'était une folle de liberté qu'il fallait enchaîner pour la guérir.

Napoléon parut avec son double instinct de despotisme et de guerre, sa double nature populaire et aristocratique, en arrière

des idées de la France, mais en avant des idées de l'Europe, homme de résistance pour l'intérieur, mais homme de progrès pour l'extérieur ; les rois qui eussent dû reconnaître un frère, au canon de la rue Saint-Honoré, le prirent pour un ennemi, à la fusillade de Vincennes ; au lieu de l'emprisonner dans une paix générale, ils firent une guerre européenne. Alors il prit ce qu'il y avait de plus pur, de plus brave, de plus progressif en France, il en forma des armées et répandit ces armées sur l'Europe. Partout elles portèrent la mort aux rois et le souffle de vie aux peuples ; partout où passa l'esprit de la France, la liberté fit à sa suite un pas gigantesque, jetant au vent les révolutions, comme un semeur fait le blé. Une seule nation avait, par sa position topographique même, échappé à son influence, trop éloignée qu'elle était de nous pour que nous pensions jamais à mettre le pied sur son territoire. Napoléon, à force de fixer les yeux sur elle, finit par s'habituer à cette distance ; il lui paraît d'abord possible, ensuite facile, de la franchir. Un prétexte, et nous conquérons la Russie, comme nous avons conquis l'Italie, l'Égypte, l'Allemagne, l'Autriche et l'Espagne. Le prétexte ne se fait pas attendre : un vaisseau entre dans je ne sais quel port de la Baltique, au mépris des promesses continentales, et la guerre est aussitôt déclarée par Napoléon-le-Grand à son frère le czar de toutes les Russies.

Et d'abord, il semble, à la première vue, que la prévoyance de Dieu échoue devant l'instinct despotique d'un homme. La France entre dans la Russie, mais la liberté et l'esclavage n'auront aucun contact. Nulle semence ne germera sur cette terre glacée, car devant nos armées reculeront non seulement les armées, mais encore les populations ennemies. C'est un pays désert que nous envahissons ; c'est une capitale incendiée qui tombe en notre puissance, et lorsque nous entrons dans Moscou, Moscou est vide et Moscou est en flammes.

Alors la mission de Napoléon est accomplie, et le moment de sa chute est arrivé, car sa chute maintenant sera aussi utile à la liberté, qu'autrefois l'avait été son élévation ; le czar, si prudent devant l'ennemi vainqueur, sera imprudent peut-être devant l'ennemi vaincu. Il avait reculé devant le conquérant, peut-être va-t-il suivre le fuyard.

Dieu retire donc sa main de Napoléon, et pour que l'intervention céleste soit bien visible cette fois dans les choses humaines, ce ne sont plus les hommes qui combattent les hommes : l'ordre des saisons est interverti ; la neige et le froid arrivent à marches forcées ; ce n'est plus l'obus, ce n'est